

Anton Pannekoek

Un monde nouveau¹

I

Quatre années de guerre mondiale ont complètement ruiné la structure du vieux monde. Un monde nouveau nous environne. Mais il n'est que peu de gens qui se soient rendu compte du changement.

La révolution prolétarienne universelle a commencé. Chacun le voit et le sait. La bourgeoisie la voit ou le pressent avec effroi. Elle s'efforce de sauver ce qu'elle peut et, de toutes ses forces, de retenir ou de conserver son ancien pouvoir. L'avant-garde du prolétariat et toute la masse ouvrière, ne voyant pas encore nettement, mais sentant d'instinct que son jour s'approche, s'est mise en mouvement. La révolution ouvrière est en marche ; elle ira toujours plus loin. Mais les circonstances au milieu desquelles elle s'accomplit sont nouvelles et ne ressemblent en rien à celles de l'avant-guerre. La faute de beaucoup d'anciens démocrates consiste justement en ce qu'ils s'imaginent vivre encore dans l'ancien monde et ne voient pas, pour cette raison, que les conditions de la lutte sont aujourd'hui tout autres, ils en sont restés aux anciens mots d'ordres des vieux programmes et mènent les ouvriers dans une voie erronée. Il est donc indispensable d'étudier avec soin le nouveau monde dans lequel s'accomplit la révolution prolétarienne.

La guerre mondiale a *internationalisé* le monde, et c'est là sa première grande œuvre.

Le capitalisme avait créé des Etats nationaux, les grandes unités politiques de la bourgeoisie, nettement différenciées les unes des autres, mais tendant, dans les limites de leurs frontières, à anéantir les dissemblances du caractère populaire, des mœurs, des idées et des relations juridiques. Chaque Etat se suffisait à lui-même et était indépendant, aucun ne tolérait d'immixtions étrangères dans ses affaires intérieures ; chacun concluait des traités et des alliances avec les autres à sa convenance. Ces organismes armés de la bourgeoisie défendaient leurs intérêts dans la guerre. Il en résultait que les relations entre les hommes étaient des relations entre sujets d'un même Etat. La législation était une affaire privée de chaque Etat. La lutte des classes avait une base nationale, elle avait lieu entre la bourgeoisie d'un pays et le prolétariat de ce même pays. Evidemment, les influences étrangères traversaient la frontière : des congrès internationaux siégeaient et adoptaient des résolutions : mais c'était bien secondaire à côté du travail particulier du prolétariat de chaque pays. Chaque parti avait une position à part ; la classe ouvrière de chaque pays avait affaire séparément à sa bourgeoisie locale.

L'impérialisme avait ensuite fait naître des Associations d'Etats, et ces associations, à la fin des fins, se cristallisèrent en deux grandes coalitions ennemies. L'une de ces coalitions est écrasée par la guerre. Et celle qui remporte la victoire n'a plus d'adversaire.

Les vaincus se sont partiellement émiettés en petites nations, obligés de s'incliner comme des pauvres devant les vainqueurs. Les pays neutres doivent aussi accepter leur hégémonie. La coalition s'élargit et se transforme en Ligue des Nations. La Ligue des Nations de Wilson n'est pas autre chose, en fin de compte, qu'une Entente élargie, qui s'est assimilé certains Etats neutres et les restes des Etats vaincus.

Dans cette Ligue des Nations, peu de chose subsiste de la souveraineté et de l'indépendance des anciens Etats. Même des Etats dirigeants, l'Angleterre et l'Amérique, ne sont plus indépendants dans le domaine de leur politique intérieure : les emprunts, les décisions politiques du Conseil supérieur de la Guerre, etc., ont laissé des traces profondes ; et la France et l'Italie en sont encore plus dépendants. Ces Etats ne peuvent déjà plus diriger leur politique intérieure à leur gré. Mais c'est encore plus vrai pour les Etats vaincus. L'Angleterre, l'Amérique, le Japon peuvent encore conserver une situation autonome, étant les vainqueurs, les maîtres du monde ; ils peuvent même commencer entre eux une nouvelle guerre. Mais tous les autres Etats ne sont indépendants qu'en apparence. Quand la Ligue des Nations sanctionnera théoriquement ce qui est déjà dans la pratique, ils perdront le droit de conclure entre eux des traités et d'entretenir des armées permanentes. Les puissances dirigeantes veilleront aussi attentivement à ce qu'elles agissent dans leur politique intérieure comme elles le désirent.

La nette différenciation des Etats a disparu, mais l'abîme entre les prolétaires et les exploités s'est élargi d'autant plus. La bourgeoisie de tous les pays a formé une association internationale contre les prolétaires de tous les pays. Cela, non seulement théoriquement, mais encore pratiquement. En 1871, Bismarck se tenait encore à l'écart entre la Commune et Versailles, et ne prêtait à Versailles qu'un concours indirect et moral. En 1918, les armées de l'Entente ont pénétré en Russie pour y restaurer le pouvoir de la bourgeoisie, des généraux, de la noblesse et vouer le peuple à la misère. Ce n'est pas la guerre de l'Angleterre et de la France contre la Russie, mais celle de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire, celle du capital contre le socialisme.

Celui qui observe les événements uniquement dans son propre pays peut aisément apercevoir l'essentiel. Les prolétaires allemands doivent se rappeler que, dans les steppes lointaines de l'Ukraine, le sort du socialisme allemand se décide tout autant que le sort de la République des Soviets dépend des combats de rues de Berlin et de Hambourg. Le prolétariat révolutionnaire de tous les pays constitue une seule masse, une seule armée, et si, prenant une part active à la lutte, il ne s'en souvient pas, il peut être anéanti « par morceau », de même que les tronçons dispersés d'une seule

1 Source : numéro 43 du *Bulletin communiste* (première année), 18 novembre 1920. Ce texte avait été publié [en allemand](#) dans les numéros 52 et 53 (troisième année) d'*Arbeiterpolitik* les 28 décembre 1918 et 4 janvier 1919. Corrections de la MIA d'après le texte allemand.

grande armée. Le prolétariat allemand n'obtiendra rien s'il sort de l'armée commune, en refusant son aide aux révolutionnaires russes de crainte de provoquer le ressentiment de la bourgeoisie de l'Entente. S'il veut se libérer lui-même, il se trouvera dans une position isolée, avantageuse aux assaillants. Il doit comprendre qu'il n'y a maintenant qu'un front au monde, le capital contre le prolétariat ; le prolétariat allemand, qu'il le veuille ou non, est placé sur ce front, sur les mêmes lignes que le peuple russe et ses luttes soutiennent ses camarades dans le monde entier ; en Russie, où ils se sont déjà libérés ; en Ecosse, en Amérique, en France, où ils commencent à se lever.

En face de l'internationale du capitalisme, en face de la Ligue des Nations de Wilson, l'internationale du travail, du communisme est debout : elle s'unifie et elle croît.

II

La guerre mondiale a dévasté le monde, elle l'a plongé dans la plus profonde misère, dans le *chaos*, — telle est sa seconde grande œuvre.

Pendant quatre longues années, toutes les forces productrices ont servi à la guerre. Cela veut dire que toutes les matières premières, toutes les machines, tous les moyens de transport et toute la force de travail humain ont été dépensés d'une façon improductive. Ils étaient employés à la destruction, employés, non à produire quelque chose, mais à vaincre l'ennemi. La conséquence de ce fait devait être le manque de tout ce qui est nécessaire à la société pour son existence. Tout cela ne put durer quatre années entières que parce que pendant ces quatre années, les besoins essentiels des masses furent par force réduits au minimum ; car la militarisation de la production enlevait aux masses la possibilité de bénéficier de ses fruits. Mais ce n'est qu'une partie du mal que fit la guerre ; il faut y ajouter la perte dans le monde entier des moyens de production, de transport, dépensés mais non renouvelés. Et voici qu'à la fin de la guerre l'humanité se trouve face à face avec une désorganisation totale de la vie économique : insuffisance des moyens de production, matières premières et main-d'œuvre, les hommes étant épuisés par suite de longues privations. On peut naturellement objecter que le capital s'est en revanche accru et concentré dans des proportions inconnues. Mais ce capital est constitué principalement de papier, c'est un capital improductif. Il représente un droit de propriété sur des fabriques qui ne peuvent rapidement reconstituer leurs forces productrices ; il représente les quittances de dettes de l'Etat, et requiert par conséquent le paiement d'énormes pourcentages que doivent payer aux capitalistes le prolétariat, la petite bourgeoisie et le paysan, sous forme d'impôts. L'accroissement du capital conditionne la distribution des produits (qui s'effectue de la façon la plus injuste) mais n'augmente pas la capacité de production. L'enrichissement des gros veut dire que les vampires continueront d'accroître la misère générale, en accaparant à leurs propres profits la plus grande partie des produits nécessaires. Si l'on considère ces faits d'un point de vue purement économique, il est évident que le monde est déjà devant une invraisemblable banqueroute, devant un désert improductif, devant le chaos économique.

C'est vrai de tous les pays, du Japon et de l'Amérique moins que de la plupart des autres, des pays de l'Europe centrale plus que de tous les autres, comme c'était vrai naguère encore, en ce qui concerne la Russie. L'Allemagne a dépensé de plus grandes ressources économiques que l'Angleterre — elle les a dépensées jusqu'à la dernière goutte pour faire la guerre, ce qui ne serait pas arrivé si les ouvriers avaient fait la révolution au mois de février dernier. Comme l'Allemagne est vaincue, on lui enlève maintenant les derniers restes de ses biens. Ses adversaires veulent à tout prix empêcher qu'elle puisse jamais redevenir de nouveau une grande puissance. Les discours des ministres anglais ne permettent pas d'en douter, : l'Allemagne sera complètement ruinée et pillée. L'or nécessaire pour les achats étrangers et sans lequel on ne peut remettre en train la production, les vainqueurs le lui ont enlevé ; l'importation de l'étranger en Allemagne de matières premières est rendue impossible ; les marchés étrangers sont fermés à l'Allemagne. Les régions les plus riches en fer et en charbon de l'Allemagne, la Lorraine, le bassin de la Sarre sont ou seront occupés. On lui enlève une partie importante de ses machines et de ses moyens de transport, — de telle sorte que rien ne lui reste pour ressusciter sa production capitaliste. Le capital ne peut plus donner à ses travailleurs esclaves de moyens d'existence et une terrible crise de chômage menace le prolétariat. Car le capital par lui-même n'est plus rien. Le puissant développement industriel de l'Allemagne, au cours de ces derniers 50 ans, est maintenant arrêté d'un seul coup. La guerre mondiale, comme la guerre de 30 ans, a rejeté l'Allemagne en arrière et l'a mise à un niveau de développement économique très bas. Comme toute l'Europe centrale, elle est donc obligée de commencer par le commencement, par les échelons primitifs de l'économie et des dizaines d'années se passeront avant qu'elle puisse s'élever plus haut. Telles sont ses perspectives d'avenir si la production bourgeoise continue, si la bourgeoisie conserve le pouvoir d'Etat.

Et les perspectives d'un avenir immédiat sont encore plus sombres. Le ravitaillement et les moyens de transport nécessaires pour sa répartition existent en proportion tellement infimes que seule l'observation la plus sévère des mesures les plus dures d'un fort pouvoir gouvernemental donne les moyens de faire vivre la population. Tant que se trouve au pouvoir le gouvernement d'[Ebert](#), désireux de plaire aux deux classes, aucune amélioration économique n'est possible, mais, au contraire, une plus affreuse ruine se prépare. Seul, un gouvernement de classe peut être fort : ou un gouvernement ouvertement bourgeois disposant d'une force suffisante pour lui permettre de tenir le prolétariat au bord de la mort de faim par des tarifs de salaire minimum, — ou un véritable gouvernement prolétarien qui met la main sur toutes les richesses et tous les privilèges de la bourgeoisie et partage honnêtement entre les masses toute la production du pays.

Le capitalisme ne peut déjà plus rien donner au prolétariat. La nécessité obligera le prolétariat à passer au socialisme.

Avant la guerre, le capital pouvait donner quelque chose aux ouvriers : une existence sinon assurée, du moins plus ou moins tranquille, quoique misérable ; le prolétariat avait le choix entre cette existence et les avantages douteux de la révolution qui devaient interrompre et briser le processus hautement développé de la production. C'est pourquoi la masse prolétarienne ne se risquait pas à entreprendre la révolution ; elle était satisfaite et se berçait de l'illusion que cette situation ne changerait pas. Le socialisme lui semblait un saut dans le vide, dans le chaos.

Et voilà que, maintenant, le monde est plongé dans ce chaos ; alentour c'est le vide. Le capitalisme ne peut déjà plus assurer l'existence tranquille, donner un travail paisible. Le peuple a le choix : ou laisser le gouvernement du monde entre les mains indignes, coupables d'avoir créé ce chaos, entre les mains de la bourgeoisie, de la bureaucratie, des Ebert — en d'autres termes, périr en leur donnant les moyens de conserver leur système malfaisant ; ou prendre le pouvoir entre ses mains et mettre lui-même la production en marche. Dans le premier cas, la production ne peut se développer que difficilement, par suite de l'insuffisance du capital et du poids de ses intérêts, et le résultat ne peut qu'être une nouvelle accumulation du capital. Dans le second cas, la production est énergiquement mise en train, car il s'agit des intérêts mêmes du peuple travailleur. Le choix doit être fait, la nécessité y oblige le prolétariat. Mais ce n'est pas la conviction de l'excellence de l'ordre socialiste, ce n'est pas la compréhension théorique de sa nécessité, c'est un besoin immédiat qui oblige les ouvriers à appliquer le socialisme.

Ebert ou quelqu'autre a dit qu'une époque de misère générale n'est pas propice à l'application de théories. Pour ces gens, le socialisme a toujours été une théorie abstraite, et non une nécessité pratique vitale pour les ouvriers. Ils rêvaient on ne sait quel capitalisme idéal, au sein duquel une raisonnable majorité parlementaire, social-démocrate, pourrait effectuer de paisibles réformes, au milieu d'une production florissante et dans un bien-être général. Mais la réalité a un tout autre aspect ; le socialisme doit être le sauveur : il est le seul moyen pour, les masses d'échapper à un naufrage définitif.

Et il sera ce sauveur. Sans socialisme, le peuple de la Russie ruinée aurait été la proie de la faim et aurait péri ; les premiers pas du socialisme ont sauvé les masses populaires à l'heure la plus terrible, ont fortifié la situation économique, malgré les agressions de l'intérieur, agressions qui menaçaient de la façon la plus sérieuse le ravitaillement des populations. C'est exactement de même qu'en Allemagne et dans les autres pays de l'Europe Centrale : le socialisme, par une organisation fortement ordonnée et méthodique de la production et du ravitaillement, sauvera les masses de toutes les horreurs du temps présent et posera en même temps les fondements d'un nouveau système de production, les fondements de la nouvelle liberté.

[En 1847](#) Marx disait aux prolétaires : vous n'avez à perdre que vos chaînes. — Il y a dix ans, les représentants ouvriers disaient contrairement au marxisme ; « Maintenant les ouvriers ont quelque chose à perdre, il ne faut donc pas de révolution. » — Et vraiment : tant que les ouvriers, en des périodes de relatif bien-être, sentaient ou pensaient qu'ils avaient quelque chose à perdre, ils n'écoutaient pas Marx : mais ses paroles n'étaient pas mortes. Maintenant elles sont ressuscitées. Tout ce que le capitalisme pouvait donner en fait ou en apparence, tout a péri. Les ouvriers n'ont plus rien à perdre. Complètement pillés, nus, ils sont dans un désert, devant les portes de l'avenir. Ils ont un monde à gagner.